

LE 4 FÉVRIER ENSEMBLE POUR EXIGER : DE L'ARGENT POUR L'HÔPITAL, LES SALAIRES, L'EMPLOI ET LES SERVICES PUBLICS ! PAS POUR LE CAPITAL !

Depuis le début de la pandémie le gouvernement mène une politique au service d'un système capitaliste incapable de répondre aux besoins de la population. Au contraire, en plaçant les profits des grands groupes et de leurs grands sous-traitants au-dessus de la vie des travailleur-euses, des jeunes, des habitant-es des quartiers populaires et des peuples, l'État et l'Union Européenne au service des patron-nes favorisent la diffusion massive du virus qui prospère sur le terrain de la pauvreté, de la misère, du mal-logement et du délabrement de notre système de santé.

Alors que 500 milliards d'euros d'argent public sont versés aux entreprises sans aucune contrepartie et que le CAC 40 réalise son meilleur chiffre depuis 30 ans...

- **Un tiers de la population a vu ses revenus baisser de 20% en moyenne depuis le début de la pandémie (source Ipsos/secours populaire),**
- **55% des ménages suivis par l'Union Nationale des Associations Familiales ont vu leurs dépenses augmenter de 200€ en moyenne (alimentation, équipement numérique pour la scolarité des enfants),**

- **Pour un foyer de quatre enfants le coût mensuel des masques s'élève à 230€,**

- **A cela s'ajoutent, le forfait de 18€ aux urgences, l'augmentation des mutuelles et des assurances... .**

Selon le secours populaire 65% des français les plus modestes se restreignent sur la qualité de leur alimentation et parmi eux 25% se restreignent sur la quantité.

Face à la paupérisation de la population (un million de personnes a basculé dans la pauvreté depuis le début de la pandémie soit 10,3 millions au total vivant sous le seuil de pauvreté), la réponse du gouvernement c'est l'augmentation du SMIC de 0,99% soit 15€ par mois.

C'est HONTEUX !

Dans le Loir et Cher les files d'attente s'allongent devant les associations d'aide alimentaire, les licenciements individuels se multiplient et les plans de suppression d'emploi se succèdent : ITAB à Romorantin, TECALEMIT, DAHER qui jetteront des familles dans la précarité et la pauvreté.

**DES MILLIARDS D'ARGENT PUBLIC POUR SUPPRIMER DES EMPLOIS
ET SUREXPLOITER LES SALARIÉ·ES, C'EST INADMISSIBLE !**

Avec la complicité du gouvernement et le déversement d'argent public, le chantage à l'emploi bat son plein dans les entreprises du département qui veulent imposer des baisses de salaires contre l'emploi sans engagement. Le démantèlement du code du travail, des conseils de prud'hommes, des services de l'inspection du travail et des droits syndicaux laisse le champ libre à l'arbitraire patronal : travail du dimanche, surexploitation et précarisation des travailleur·euses, licenciements sécurisés.

En 2021, nous devons combattre plus fort et plus nombreux pour refuser de payer la crise.

Depuis le début de l'année, les travailleur·euses du Loir et Cher se mobilisent :

♦ Dans l'énergie contre le projet Hercule de démantèlement/privatisation d'EDF,

♦ Dans la santé, l'action sociale et l'aide à domicile pour des augmentations de salaires pour toutes et tous, pour l'accès aux soins pour toutes et tous, des embauches immédiates (il manque plus de 2300 postes de soignants dans les EHPAD et les hôpitaux du département) et des moyens pour travailler en sécurité,

♦ Dans l'éducation pour les salaires, les conditions de travail et la défense de la voie professionnelle,

♦ Dans l'industrie les salarié·es avec leurs syndicats CGT à ITAB, DELPHI, TECALEMIT refusent de courber l'échine et opposent un **NON aux licenciements** et au chantage à l'emploi pour vivre et travailler sur leurs lieux de vie,

A l'image des aides à domicile de l'ADMR 41 en grève depuis plus de 4 semaines, les luttes des salarié·es pour la reconnaissance de leur travail, pour des salaires permettant de vivre sont décisives pour les conditions de vie de l'ensemble de la population.

Ensemble intensifions les luttes, participons aux assemblées générales de personnel et massivement aux rassemblements, aux piquets de grève pour soutenir les travailleur·euses en lutte et rompre l'isolement par la solidarité de classe.

LE 4 FÉVRIER EXIGEONS :

- ▶ L'augmentation immédiate des salaires de 400 €,
- ▶ L'arrêt de tous les plans de suppressions d'emploi,
- ▶ La réduction du temps de travail à 32 heures sans perte de salaire pour travailler moins, mieux, toutes et tous,
- ▶ Le développement des services publics de proximité par la création massive d'emplois dans la fonction publique, la santé, l'action sociale et l'aide à domicile.

EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION :

- ⇒ ROMORANTIN : 10h30 devant l'entreprise ITAB La Fortezza,
(rue Saint marc à Romorantin-Lanthenay)
- ⇒ VENDOME : 10h00 devant la sous-préfecture, place Saint Martin,
- ⇒ BLOIS : 14h30 devant la Préfecture.

Blois le 21 janvier 2021